

Aufhebungsbestimmung

Art. 71 - Das Gesetz vom 20. Mai 1975 zum Schutz von pflanzlichen Zuchtprodukten, abgeändert durch die Gesetze vom 17. März 1993, 9. Mai 2007 und 10. Mai 2007, wird aufgehoben.

Inkrafttreten

Art. 72 - Mit Ausnahme des vorliegenden Artikels legt der König für jede Bestimmung des vorliegenden Gesetzes das Datum des Inkrafttretens fest.

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, dass es mit dem Staatssiegel versehen und durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, den 10. Januar 2011

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister für Unternehmung und Vereinfachung
V. VAN QUICKENBORNE

Mit dem Staatssiegel versehen:

Der Minister der Justiz
S. DE CLERCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2011 — 2605

[C - 2011/03320]

26 SEPTEMBRE 2011. — Arrêté royal complétant l'article 133 de l'AR/CIR 92 concernant les immeubles appartenant à plusieurs propriétaires en indivision

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à mettre au point une disposition spécifique pour la formation et la communication des rôles en matière de précompte immobilier en ce qui concerne les immeubles appartenant à plusieurs propriétaires en indivision.

L'avis du Conseil d'Etat a été rendu le 28 avril 2011. Il a été tenu compte de cet avis.

L'article 251 du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92) stipule que le précompte immobilier est dû, d'après les modalités déterminées par le Roi, par le propriétaire, possesseur, emphytéote, superficiaire ou usufruitier des biens imposables.

Dans le commentaire administratif de cet article, il est précisé que le propriétaire est celui à qui appartient le bien. Plusieurs personnes peuvent être ensemble propriétaires du même bien; on dit alors qu'elles sont propriétaires en indivision, ou encore indivisaires ou copropriétaires.

L'article 300, § 1^{er}, 1^o, CIR 92 habilite le Roi à déterminer "le mode à suivre pour les déclarations, la formation et la notification des rôles, (...)".

En exécution de l'article 300, § 1^{er}, 1^o, CIR 92 l'article 133, alinéa 1^{er}, AR/CIR 92 stipule que les cotisations sont portées aux rôles au nom des redevables intéressés. Une seule exception est prévue et concerne le cas de redevables décédés (article 133, alinéas 2 à 4, AR/CIR 92).

En ce qui concerne des immeubles qui appartiennent à plusieurs copropriétaires en indivision, la pratique administrative permet de mentionner au rôle un nombre limité de copropriétaires, suivi des mots "en indivision".

Déjà dans les années septante, la Cour de Cassation (Cass. 8 septembre 1970, Cass. 13 juin 1975 et Cass. 20 octobre 1976) avait affirmé que :

"A moins que la loi n'en dispose autrement, lorsque la dette d'impôt naît directement dans le chef des copropriétaires d'un immeuble, chaque copropriétaire n'en est tenu que pour une part virile qui doit être enrôlée au nom de chacun d'eux."

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2011 — 2605

[C - 2011/03320]

26 SEPTEMBER 2011. — Koninklijk besluit tot aanvulling van artikel 133 van het KB/WIB 92 betreffende de onroerende goederen die in onverdeeldheid toebehoren aan meerdere eigenaars

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat ter ondertekening aan Uwe Majesteit wordt voorgelegd, strekt ertoe een specifieke regeling uit te werken voor de opmaak en kennisgeving van de kohieren inzake de onroerende voorheffing betreffende de onroerende goederen die in onverdeeldheid toebehoren aan meerdere eigenaars.

Het advies van de Raad van State werd gegeven op 28 april 2011. Er werd rekening gehouden met dit advies.

Artikel 251 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92) bepaalt dat de onroerende voorheffing verschuldigd is door de eigenaar, bezitter, erfpachter, opstalhouder of vruchtgebruiker van de belastbare goederen, volgens de regels bepaald door de Koning.

In de administratieve commentaar bij dit artikel wordt verduidelijkt dat de eigenaar degene is aan wie het goed toebehoort. Verscheidene personen kunnen gezamenlijk eigenaar van hetzelfde onroerend goed zijn; zij zijn dan eigenaars in onverdeeldheid, of nog onverdeelde eigenaars of mede-eigenaars.

Artikel 300, § 1, 1^o, WIB 92 machtigt de Koning "de wijze waarop men dient te handelen voor de aangiften, de opmaking en de kennisgeving der kohieren, (...)", te regelen.

In uitvoering van artikel 300, § 1, 1^o, WIB 92, bepaalt artikel 133, eerste lid, KB/WIB 92 dat de aanslagen op naam van de betrokken belastingschuldigen worden ten kohiere gebracht. Hierop wordt alleen een uitzondering gemaakt in geval van overlijden van de belastingschuldige (artikel 133, tweede tot vierde lid, KB/WIB 92).

Wat onroerende goederen betreft die in onverdeeldheid toebehoren aan meerdere mede-eigenaars, bestaat de administratieve praktijk er evenwel in om op het kohier een beperkt aantal mede-eigenaars te vermelden, gevolgd door de woorden "in onverdeeldheid".

Reeds in de jaren zeventig heeft het Hof van Cassatie (Cass. 8 september 1970, Cass. 13 juni 1975 en Cass. 20 oktober 1976) gesteld dat :

"Ontstaat de belastingschuld rechtstreeks ten laste van de mede-eigenaars van een onroerend goed, dan is, behoudens andersluidende wetsbepalingen, elke mede-eigenaar slechts gehouden voor een aandeel per hoofd, dat ten name van elke mede-eigenaar ten kohiere moet worden gebracht."

Considérant qu'il est techniquement impossible au niveau informatique de fractionner la déclaration entre les différents copropriétaires, il a été choisi d'adapter l'article 133 de l'AR/CIR 92 par l'élaboration d'une disposition spécifique pour les immeubles qui appartiennent à plusieurs propriétaires en indivision. Cette disposition est rédigée comme suit :

"Lorsqu'un immeuble appartient à plusieurs propriétaires en indivision, la cotisation au précompte immobilier est portée au rôle au nom d'un ou plusieurs propriétaires, suivi des mots "en indivision"."

Il convient également d'attirer l'attention sur l'article 393, CIR 92. La loi-programme du 27 avril 2007 (*Moniteur belge* du 8 mai 2007) a complété l'article 393, CIR 92 avec un deuxième paragraphe dans lequel il est expressément repris que le rôle est exécutoire "contre les personnes qui n'y sont pas reprises dans la mesure où elles sont tenues au paiement de la dette fiscale sur la base du droit commun ou sur la base des dispositions du présent Code".

Ce paragraphe a été inséré pour mettre fin à la discussion de savoir si le receveur des contributions directes, sur base d'un rôle établi au nom d'une personne, peut engager ou non des poursuites à charge d'une autre personne qui n'est pas identifiée par son nom, pour autant que celle-ci soit tenue au paiement de la dette fiscale sur base d'une disposition du Code des impôts sur les revenus 1992 ou sur base du droit commun.

L'article 133, AR/CIR 92 lu conjointement avec les articles 251 et 393, § 2, CIR 92 permettent ainsi de recouvrer dans leur chef, les cotisations au précompte immobilier à charge de copropriétaires qui ne sont pas repris au rôle.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDEERS

AVIS 49.495/1 DU 28 AVRIL 2011

DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 8 avril 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "complétant l'article 133 de l'AR/CIR 92 concernant les immeubles appartenant à plusieurs propriétaires en indivision", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Portée et fondement juridique du projet

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de régler spécifiquement l'enrôlement de la cotisation au précompte immobilier concernant un immeuble appartenant à différents propriétaires en indivision. Cette cotisation peut être portée au rôle au nom d'un ou de plusieurs propriétaires, suivi de la mention "en indivision". La modification en projet de l'article 133 AR/CIR 92 confirme une pratique administrative qui déroge au principe inscrit dans l'actuel alinéa 1^{er} de cet article ("Les cotisations sont portées aux rôles au nom des redevables intéressés").

2. Le fondement juridique du projet est recherché dans les articles 251 et 300 du Code des impôts sur les revenus 1992 (ci-après : CIR 92).

L'article 251 CIR 92 dispose que le précompte immobilier est dû, d'après les modalités déterminées par le Roi, par le propriétaire, possesseur, emphytéose, superficière ou usufruitier des biens imposables. Etant donné que la disposition en projet ne concerne pas la déduction de l'impôt, cette disposition ne peut procurer de fondement juridique.

Gegeven dat het computertechnisch onmogelijk is om een opsplitsing van de aanslagbiljetten over de verschillende mede-eigenaars te maken, werd ervoor gekozen om artikel 133 KB/WIB 92 aan te passen door een specifieke regeling uit te werken voor de onroerende goederen die in onverdeeldheid toebehoren aan meerdere eigenaars. Deze regeling luidt als volgt :

"Als een onroerend goed in onverdeeldheid toebehoort aan meerdere eigenaars, wordt de aanslag in de onroerende voorheffing ten kohiere gebracht op naam van één of meer mede-eigenaars, gevolgd door de woorden "in onverdeeldheid"."

Hierbij dient de aandacht gevestigd te worden op artikel 393, WIB 92. De programmawet van 27 april 2007 (*Belgisch Staatsblad* 8 mei 2007) heeft artikel 393, WIB 92 aangevuld met een tweede paragraaf waarin uitdrukkelijk is opgenomen dat het kohier uitvoerbaar is "tegen de personen die er niet zijn in opgenomen in de mate dat zij gehouden zijn tot de betaling van de belastingschuld op grond van het gemeen recht of op grond van de bepalingen van dit wetboek".

Deze paragraaf werd ingevoegd om een einde te maken aan de discussie of de ontvanger der directe belastingen op grond van een kohier gevestigd op naam van een persoon, al dan niet vervolgingen kan instellen ten laste van een andere persoon die niet met naam wordt aangeduid, voor zover deze gehouden is tot de betaling van de belastingschuld op grond van een bepaling van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 of op grond van het gemeen recht.

Artikel 133, KB/WIB 92 tezamen gelezen met de artikelen 251 en 393, § 2, WIB 92 laten aldus toe de aanslagen in de onroerende voorheffing ten laste van de niet in het kohier opgenomen mede-eigenaars in hunnen hoofde in te vorderen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDEERS

ADVIES 49.495/1 VAN 28 APRIL 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling Wetgeving, eerste kamer, op 8 april 2011 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot aanvulling van artikel 133 van het KB/WIB 92 betreffende de onroerende goederen die in onverdeeldheid toebehoren aan meerdere eigenaars", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

1. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe een specifieke regeling vast te stellen voor het inkohieren van de aanslag in de onroerende voorheffing met betrekking tot een onroerend goed dat in onverdeeldheid toebehoort aan verschillende eigenaars. Die aanslag kan ten kohiere worden gebracht op naam van één of meer mede-eigenaars, gevolgd door de vermelding "in onverdeeldheid". Met de ontworpen wijziging van artikel 133 KB/WIB 92 wordt een administratieve praktijk bevestigd, die afwijkt van het principe opgenomen in het huidige eerste lid van dat artikel ("De aanslagen worden op naam van de betrokken belastingschuldigen ten kohiere gebracht").

2. Voor het ontwerp wordt rechtsgrond gezocht in de artikelen 251 en 300 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (hierna : WIB 92).

Artikel 251 WIB 92 bepaalt dat de onroerende voorheffing verschuldigd is door de eigenaar, bezitter, erfpachter, opstalhouder of vruchtgebruiker van de belastbare goederen, volgens de regels bepaald door de Koning. Aangezien de ontworpen regeling niet het verschuldigd zijn van de belasting betreft, kan die bepaling geen rechtsgrond bieden.

L'article 300, § 1^{er}, 1^o CIR 92, en revanche, procure bien un fondement juridique au projet. Cette disposition charge notamment le Roi de régler « le mode à suivre pour [...] la formation [...] des rôles ». Il doit être lu en combinaison avec l'article 393, § 2 CIR 92, dont il résulte que le rôle est également exécutoire contre les personnes qui n'y sont pas inscrites, dans la mesure où elles sont tenues de payer la dette fiscale en vertu du droit commun ou des dispositions du CIR 92 (1).

Compétence et formalités

En vertu de l'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et à moins que la région n'en décide autrement, l'Etat assure gratuitement, dans le respect des règles de procédure qu'il fixe, le service des impôts régionaux pour le compte de la région concernée et "en concertation avec" celle-ci. L'Etat fédéral est dès lors resté compétent pour modifier les règles de procédure administrative relatives au précompte immobilier, en ce qui concerne les régions pour lesquelles il assure encore toujours le service des impôts.

Il résulte en outre de l'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 que la modification en projet doit faire l'objet d'une concertation avec les régions concernées. Il convient en effet de considérer que l'obligation de concertation porte non seulement sur l'exercice correct du "service des impôts", mais aussi sur la réglementation relative à ce service, étant donné que cette réglementation peut avoir une incidence directe sur la perception correcte des impôts et sur le volume des recettes fiscales mêmes.

Il ne ressort ni des documents joints à la demande d'avis, ni du préambule du projet que cette concertation a eu lieu.

Il y aura donc lieu d'encore accomplir cette formalité. Si cette concertation devait donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'Etat, les dispositions modifiées devraient être à nouveau soumises pour examen à la section de législation, conformément à la prescription de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

Examen du texte

Préambule

Compte tenu de l'observation formulée sur le fondement juridique, on ne fera pas référence, au premier alinéa du préambule, à l'article 251 CIR 92. Etant donné que le fondement juridique est procuré par l'article 300 CIR 92, lu en combinaison avec l'article 393, § 2 CIR 92, cette dernière disposition peut éventuellement être visée dans la référence correspondante du préambule.

Article 1^{er}

Dans le texte néerlandais de la phrase liminaire de l'article 1^{er}, on écrira : "...waarvan het bestaande eerste lid paragraaf 1 zal vormen en de bestaande volgende leden paragraaf 2..."

Dans la disposition en projet, on remplacera "du mot" par "des mots".

(1) Il découle de l'article 251 CIR 92, que dans l'hypothèse où un bien immeuble appartient en indivision à plusieurs propriétaires, ceux-ci sont redevables du précompte immobilier en tant que "le propriétaire".

La chambre était composée de

MM. :

M. Van Damme, président de chambre;

J. Baert et W. Van Vaerenbergh, conseillers d'Etat;

M. Tison et L. Denys, assesseurs de la section de législation;

Mme G. Verberckmoes, greffier.

Le rapport a été présenté par M. F. Vanneste, auditeur.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Baert.

Le greffier,

G. Verberckmoes.

Le président,

M. Van Damme.

Artikel 300, § 1, 1^o WIB 92 daarentegen biedt wel rechtsgrond voor het ontwerp. Die bepaling belast de Koning onder meer met het regelen van « de wijze waarop men dient te handelen voor [...] de opmaking [...] der kohieren ». Ze moet worden gelezen in het licht van artikel 393, § 2 WIB 92, waaruit blijkt dat het kohier ook uitvoerbaar is tegen de personen die er niet zijn in opgenomen, in de mate zij gehouden zijn tot de betaling van de belastingschuld op grond van het gemeen recht of op grond van de bepalingen van het WIB 92 (1).

Bevoegdheid en vormvereisten

Krachtens artikel 5, § 3, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en tenzij het gewest er anders over beslist, zorgt de Staat, met inachtneming van de door hem vastgestelde procedureregels, kosteloos voor de dienst van de gewestelijke belastingen voor rekening van en "in overleg met" het betrokken gewest. De federale Staat is derhalve bevoegd gebleven om de administratieve procedureregels met betrekking tot de onroerende voorheffing te wijzigen, wat de gewesten betreft waarvoor hij nog steeds zorgt voor de dienst van die belasting.

Uit artikel 5, § 3, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 vloeit voort dat over de ontworpen wijziging overleg dient te worden gepleegd met de betrokken gewesten. De overlegverplichting moet immers worden geacht niet alleen betrekking te hebben op de correcte uitoefening van de "dienst der belastingen", maar ook op de regelgeving betreffende die dienst, nu die regelgeving een rechtstreekse weerslag kan hebben op de correcte inning van de belastingen en op de omvang van de belastingontvangsten zelf.

Noch uit de bij de adviesaanvraag gevoegde stukken, noch uit de aanhef van het ontwerp blijkt dat dit overleg heeft plaatsgehad.

Aan dat vormvereiste zal derhalve alsnog dienen te worden voldaan. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst ten gevolge van het overleg nog wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde bepalingen, ter inachtneming van het voorschrift van artikel 3, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, voor een nieuw onderzoek aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

Onderzoek van de tekst

Aanhef

Gelet op wat over de rechtsgrond is opgemerkt, dient in het eerste lid van de aanhef niet te worden verwezen naar artikel 251 WIB 92. Aangezien de rechtsgrond te situeren is in artikel 300 WIB 92, gelezen in het licht van artikel 393, § 2 WIB 92, kan eventueel in de betrokken aanhefverwijzing ook melding worden gemaakt van die laatste bepaling.

Artikel 1

In de Nederlandse tekst dient in de inleidende zin van artikel 1 te worden geschreven : "...waarvan het bestaande eerste lid paragraaf 1 zal vormen en de bestaande volgende leden paragraaf 2..."

In de ontworpen bepaling vervange men "het woord" door "de woorden".

(1) Uit artikel 251 WIB 92 volgt dat in het geval van een onroerend goed dat in onverdeeldheid toebehoort aan meerdere eigenaars, zij als "de eigenaar" de onroerende voorheffing verschuldigd zijn.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

M. Van Damme, kamervoorzitter;

J. Baert en W. Van Vaerenbergh, staatsraden;

M. Tison en L. Denys, assessoren van de afdeling Wetgeving;

Mevr. G. Verberckmoes, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer F. Vanneste, auditeur.

(...)

De griffier,

G. Verberckmoes.

De voorzitter,

M. Van Damme.

26 SEPTEMBRE 2011. — Arrêté royal complétant l'article 133 de l'AR/CIR 92 concernant les immeubles appartenant à plusieurs propriétaires en indivision (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, l'article 300;
Vu l'AR/CIR 92;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 février 2011;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 7 avril 2011;

Vu la concertation avec la Région de Bruxelles-Capitale le 9 juin 2011 et la Région wallonne le 10 juin 2011;

Vu l'avis 49.495/1 du Conseil d'Etat, donné le 28 avril 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'article 133, AR/CIR 92, dont l'alinéa premier actuel formera le paragraphe 1^{er} et les alinéas suivants actuels formeront le paragraphe 2, est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

"§ 3. Lorsqu'un immeuble appartient à plusieurs propriétaires en indivision, la cotisation au précompte immobilier est portée au rôle au nom d'un ou plusieurs propriétaires, suivi des mots "en indivision"."

Art. 2. Le Ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 septembre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Code des impôts sur les revenus 1992, coordonné par arrêté royal du 10 avril 1992, *Moniteur belge* du 30 juillet 1992.

Lois sur le conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

Arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, *Moniteur belge* du 13 septembre 1993.

26 SEPTEMBER 2011. — Koninklijk besluit tot aanvulling van artikel 133 van het KB/WIB 92 betreffende de onroerende goederen die in onverdeeldheid toebehoren aan meerdere eigenaars (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 300;
Gelet op het KB/WIB 92;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 februari 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting van 7 april 2011;

Gelet op het overleg met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 9 juni 2011 en het Waals Gewest op 10 juni 2011;

Gelet op het advies 49.495/1 van de Raad van State, gegeven op 28 april 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Art. 1. Artikel 133, KB/WIB 92, waarvan het bestaande eerste lid paragraaf 1 zal vormen en de bestaande volgende leden paragraaf 2 zullen vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende :

"§ 3. Als een onroerend goed in onverdeeldheid toebehoort aan meerdere eigenaars, wordt de aanslag in de onroerende voorheffing ten kohiere gebracht op naam van één of meer mede-eigenaars, gevolgd door de woorden "in onverdeeldheid"."

Art. 2. De Minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 september 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 10 april 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juli 1992.

Wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.

Koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, *Belgisch Staatsblad* van 13 september 1993.

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2011 — 2606

[C — 2011/14220]

11 JUIN 2011. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 24 mars 1997 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation d'infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses à l'exception des matières explosibles et radioactives

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, l'article 65, remplacé par la loi du 29 février 1984 et modifié par les lois des 18 juillet 1990 et 16 mars 2007;

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, l'article 4bis, inséré par la loi du 15 mai 2006;

Vu l'arrêté royal du 24 mars 1997 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation d'infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses à l'exception des matières explosibles et radioactives;

Vu l'avis de la Commission consultative administration-industrie, donné le 23 juillet 2009;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2011 — 2606

[C — 2011/14220]

11 JUNI 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 1997 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige overtredingen inzake het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 65, vervangen bij de wet van 29 februari 1984 en gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1990 en 16 maart 2007;

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, artikel 4bis, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 1997 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige overtredingen inzake het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen;

Gelet op het advies van de raadgevende Commissie administratienijverheid, gegeven op 23 juli 2009;